

Troubles



Le présent dossier fait partie de l'analyse nationale des risques «Catastrophes et situations d'urgence en Suisse»

Définition

Les troubles de l'ordre public sont des débordements violents ayant des motivations politiques, idéologiques ou religieuses, se manifestant sur la voie publique et menaçant la sécurité intérieure. Des affrontements peuvent donner lieu à des déprédations, actes de vandalisme et autres violences, tels que pillages et incendies criminels. Dans les cas les plus graves, les désordres violents peuvent également causer des blessés, voire des morts.

Les troubles de l'ordre public sont souvent dus à des facteurs multiples. Dans la plupart des cas, ils découlent principalement d'un climat de mécontentement et de frustration. Une catastrophe ou une situation d'urgence, par exemple une panne d'électricité prolongée ou un séisme, peut également être à l'origine de troubles de l'ordre public, accompagnés de violences.

novembre 2020



Exemples d'événements

Les exemples concrets aident à mieux comprendre la nature d'un type d'événement. Ils illustrent la manière dont il survient, son déroulement et ses conséquences.

Novembre 2018 à juin 2019 France Le mouvement «Gilets jaunes» est lancé le 17 novembre 2018 par des protestations contre un projet de hausse de la taxe sur les carburants visant à financer et à réaliser la transition énergétique en France.

Manifestations des «gilets jaunes» Ces réactions sont suivies d'autres manifestations demandant des baisses d'impôts, des augmentations des retraites et une extension des droits politiques. Une colère et une mauvaise humeur généralisées se répandent, véhiculées avant tout par les réseaux sociaux.

Jusqu'à la fin juin 2019, 33 manifestations ont lieu les samedis sur l'ensemble du territoire français. Les actions des protestataires donnent lieu, principalement à Paris mais également dans d'autres villes, à plusieurs incidents violents, tels que barrages routiers, incendies intentionnels et actes de vandalisme. Jusqu'à la mi-décembre, environ 4500 personnes sont arrêtées dans l'ensemble du pays. Tout au long de cette vague de protestations, quelque 1850 manifestants et 1050 policiers sont blessés et 11 personnes tuées.

Mai 2013 Suède

Troubles à Stockholm

Le 19 mai 2013, des troubles éclatent à Stockholm après qu'un homme armé d'une machette est tué par les forces de police. Les troubles de l'ordre public débutent dans le district urbain de Rinkeby-Kista et se concentrent d'abord dans le quartier de Husby dont la plupart des habitants sont issus de l'immigration. Par la suite, les troubles s'étendent aux quartiers nord, ouest et sud de Stockholm.

1980 à 1982 Suisse

Émeutes de Zurich

En mai 1980, l'exécutif de la ville de Zurich alloue 60 millions de francs pour la rénovation de l'opéra en rejetant simultanément les demandes pour un centre autonome de jeunes: une spirale de violences se développe alors entre les partisans du centre autonome et les forces de police. Des manifestations violentes se déroulent également dans d'autres villes de Suisse pour réclamer plus d'espaces de liberté dans le domaine culturel et pour d'autres revendications sociétales. Durant les deux années qui suivent, on dénombre plusieurs centaines de blessés de part et d'autre et les déprédations occasionnent des coûts de plusieurs millions de francs.



Facteurs d'influence

Les facteurs suivants peuvent influer sur la survenance, l'évolution et les conséquences d'un événement.

Source de danger

- Groupements mécontents prêts à des actes de violence
- Organisations voulant recourir à la violence ou se radicaliser
- Formes et degré d'organisation des manifestants
- Nombre de fauteurs de troubles et leurs dispositions à la violence
- Moyens et armes des fauteurs de troubles
- Appui de tiers (sympathisants, groupements, partis politiques, nations)

Moment

- Jour de la semaine
- Saison
- Simultanéité d'événements nécessitant le recours aux forces d'intervention (p. ex. manifestations majeures)

Localisation / étendue

- Un seul lieu (de départ) ou lieux multiples
- Tissu social / densité de la population dans les périmètres concernés
- Infrastructures concernées (p. ex. voies de circulation, sièges gouvernementaux, centrales nucléaires)
- Effets d'émulation

Déroulement

- Durée des troubles
- Intensité des troubles
- Extension dans le temps et l'espace
- Comportement / Réactions de la population, des forces d'intervention, des autorités et responsables politiques
- Information / Désinformation sur les réseaux sociaux
- Communication des événements



Intensité des scénarios

Selon les facteurs d'influence, différents événements peuvent se dérouler avec des intensités différentes. Les scénarios ci-après représentent un choix parmi de nombreuses possibilités et ne constituent pas une prévision. Ils permettent d'anticiper les conséquences potentielles d'un événement afin de pouvoir s'y préparer.

1 - Considérable

- Troubles durant quelques jours
- Actes de violence dirigés contre les forces de police
- Vandalisme, jets de pavés, cocktails Molotov sporadiques
- Un nombre restreint de villes suisses qui en sont la cible

2 – Majeure

- Troubles durant plusieurs semaines
- Actes de violence dirigés contre les forces de l'ordre et les institutions étatiques
- Vandalisme, utilisation de cocktails Molotov et incendies volontaires ciblés
- Plusieurs villes suisses touchées

3 – Extrême

- Troubles durant plusieurs mois
- Actes de violence dirigés contre les forces de police et les institutions étatiques
- Contre-manifestations avec affrontements violents
- Vandalisme ciblé contre des infrastructures critiques
- Emploi de cocktails Molotov, recours à d'autres armes (armes blanches, gourdins, etc.)
- Nombreuses grandes villes de Suisse touchées



Scénario

Le scénario suivant est fondé sur le degré d'intensité majeur.

Situation initiale / phase préliminaire

Pour diverses raisons, la frustration prend de l'ampleur, notamment chez les jeunes: mauvaise situation économique, taux de chômage des jeunes relativement élevé, offre culturelle en baisse en raison des impératifs d'économies, absence de perspectives.

L'annonce de la fermeture d'un centre de jeunesse est diffusée au moyen des réseaux sociaux. Des appels à participer à des manifestations pour le maintien du centre sont lancés. D'abord pacifiques, celles-ci attirent de nombreux sympathisants.

Pourtant, une manifestation finit par dégénérer: des jeunes mettent le feu à des poubelles, brisent des vitres, etc. La police recourt à des matraques, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc et canons à eau et arrête de nombreux casseurs, dont une forte proportion de mineurs. En fuyant devant les forces de police après avoir été impliqué dans un incendie criminel, un jeune est victime d'un accident mortel.

Phase de l'événement

Le lendemain, des gens se réunissent dans plusieurs villes de Suisse pour exprimer leur solidarité face à la dureté des interventions policières et revendiquer des espaces de liberté pour les jeunes. Ils réclament de plus qu'un organe indépendant fasse toute la lumière sur les circonstances du décès du manifestant.

Sous l'effet de la colère, qui est encore attisée sur les réseaux sociaux, de nombreux jeunes sont prêts à commettre des actes violents. Des policiers sont atteints par des pavés jetés par des manifestants et des cocktails Molotov explosent ici et là. Après une première nuit d'affrontements, on dénombre dans toute la Suisse des voitures incendiées par douzaines et de nombreuses vitrines brisées. Certains magasins sont pillés et quelques policiers, blessés.

Dans les deux semaines qui suivent, la spirale de la violence s'emballe. La police tente dans un premier temps d'y mettre fin par la force mais obtient le résultat inverse. Les manifestants deviennent de plus en plus violents et le nombre de leurs sympathisants augmente. Depuis le décès d'une personne par inhalation de fumées suite à l'incendie d'une agence bancaire, de nombreux habitants n'osent plus s'aventurer au centre des villes et la vie publique tourne peu à peu au ralenti. Outre les bâtiments de groupes internationaux, les institutions étatiques sont principalement visées. Les écoles et d'autres établissements publics restent fermés plusieurs jours ou sont surveillés à grand renfort de policiers ou d'agents de sécurité privés. Des bus et des trams étant détruits ou certains incendiés, les transports publics sont du moins en partie paralysés dans de nombreuses villes.

Enfin, certaines villes décrètent un couvre-feu. Par ailleurs, les responsables politiques promettent de se saisir des problèmes de la jeunesse, de ne pas fermer d'autres maisons de jeunes et de promouvoir des programmes contre le chômage des jeunes.

Trois semaines après les troubles, la situation se détend au point de se normaliser.

Phase de rétablissement Les travaux de remise en état et les réparations durent plusieurs semaines. Compte tenu de la situation tendue, les forces de police restent fortement mobilisées pendant un certain temps encore et très présentes dans les lieux publics stratégiques.



Déroulement dans le temps

Après une semaine de protestations pacifiques, la situation dégénère. Les troubles se poursuivent durant quelque trois semaines avant que la situation ne se calme. Les travaux de remise en état nécessitent plusieurs semaines.

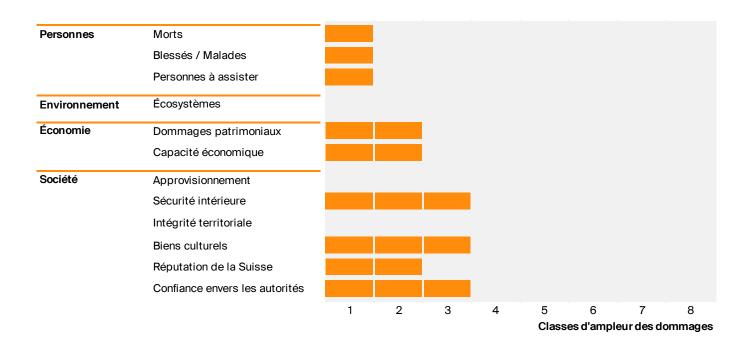
Extension dans l'espace

Partant d'une ville, les désordres gagnent rapidement d'autres grandes villes suisses. Sporadiquement, on note quelques débordements et actes de vandalisme dans les régions rurales, mais les troubles touchent pour l'essentiel les grandes agglomérations.



Conséquences

Pour évaluer les conséquences d'un scénario, on l'examine à l'aune de douze indicateurs répartis dans quatre domaines. L'ampleur attendue du scénario décrit est représentée dans le diagramme et commentée dans le texte ciaprès. Chaque classe d'ampleur supérieure correspond à une augmentation des dommages de facteur trois.



Personnes

Les capacités de la police touchent à leurs limites. Les policiers sont très sollicités sur les plans physique et psychique. Les sapeurs-pompiers et ambulanciers sont également fortement mis à contribution; Leur travail est souvent entravé et certains d'entre eux sont agressés physiquement. Des délinquants mettent à profit la sollicitation permanente de la police pour commettre davantage de cambriolages et de pillages hors des zones d'affrontements.

Des deux côtés, on dénombre plusieurs blessés qui doivent être hospitalisés. Plusieurs centaines de personnes sont légèrement blessées. Deux personnes meurent en lien direct avec les désordres et deux autres parce que la situation ne permet pas de leur apporter à temps les soins médicaux nécessaires.

En raison des incendies, quelques personnes doivent être hébergées durant quelques jours dans des structures d'urgence. Une aide psychologique doit être apportée à plusieurs personnes, dont des membres de forces d'intervention.

Environnement

L'événement ne cause pas de dommages environnementaux notables.



Économie

Les dommages matériels aux bâtiments de l'administration publique, aux commerces et aux moyens de transports publics, ainsi que les coûts de mobilisation de forces d'intervention supplémentaires sont estimés à plus de 110 millions de francs.

La population évitant le centre des villes durant les trois semaines que durent les troubles, les commerces manquent largement de clients. Les touristes également renoncent à visiter les villes et leurs attractions, ce qui entraîne des manques à gagner supplémentaires.

Une grande partie de la population active ne se rend pas au travail, soit par crainte des débordements, soit par manque de moyens de transport de proximité.

Globalement, les dommages consécutifs pour l'économie se chiffrent à environ 115 millions de francs.

Société

Les transports publics de proximité sont localement à l'arrêt certaines heures, certains établissements comme les écoles de même qu'une partie des bâtiments administratifs, immeubles de bureaux, etc. sont fermés.

L'ordre et la sécurité intérieure ne sont que partiellement garantis pendant les trois semaines. Certains habitants ont ainsi peur de sortir dans la rue, surtout de nuit.

De larges parties de la population sont agacées que l'État n'ait pas plus tôt et mieux pu maîtriser les problèmes de la jeunesse. Les relations avec les jeunes divisent le pays: alors que les uns exigent davantage de sévérité, les autres s'offusquent de la brutalité des forces de sécurité.

Les mouvements de protestation violents suscitent des commentaires critiques dans les médias suisses et étrangers. L'image de la Suisse est ternie pendant une brève période hors de ses frontières.

Même après le retour au calme, des politiques, des états-majors de crise et des forces d'intervention se trouvent sous le feu de la critique : on leur reproche d'avoir agi trop tard et surtout de la mauvaise manière.



Risque

La plausibilité et l'ampleur des dommages liés au scénario décrit sont comparées à celles des autres scénarios analysés dans une matrice de plausibilité (voir ci-dessous). La plausibilité des scénarios d'événements sciemment provoqués est représentée sur l'axe des y (5 classes de plausibilité) et l'ampleur des dommages est agrégée et monétarisée en CHF sur l'axe des x (échelle logarithmique). Le produit de la plausibilité et de l'ampleur des dommages représente le risque lié à un scénario. Plus un scénario se situe en haut à droite de la matrice, plus le risque est élevé.

Valeurs d'index des classes de plausibilité très plausible 5 4.5 plausible 4 Troubles Attentat aux toxines Attentat conventionnel Attentat aux bactéries 3.5 assez Attentat ferroviaire march. dang. plausible 3 Attentat produits chimiques Attentat à la bombe sale 2.5 Attentat transport nucléaire partiellement Cyberattaque Attentat à l'arme C plausible 2 1.5 peu Attentat aux virus plausible 1 10 100 1000 1

Ampleur agrégée monétarisée en milliards de francs



Bases juridiques

Constitution	 Articles 52 (Ordre constitutionnel), 57 (Sécurité), 58 (Armée), 173 (Autres tâches et compétences) et 185 (Sécurité extérieure et sécurité intérieure) de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999; RS 101.
Lois	 Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI); RS 120.
Ordonnances	 Ordonnance du 27 juin 2001 sur la sécurité relevant de la compétence fédérale (OSF); RS 120.72. Ordonnance du 2 mars 2018 sur l'État-major fédéral Protection de la population (OEMFP); RS 520.17.
	 Ordonnance du 2 septembre 1997 sur le recours à la troupe pour assurer la protection de personnes et de biens (OPPB); RS 513.73.



Informations complémentaires

Au sujet du danger en question

- Tackenberg, Marco (2011): Jugendunruhen. Die Unruhen der 1980er Jahre. In: Historisches Lexikon der Schweiz (HLS). Version vom 24.03.2011.
- Wahl, Peter (Hrsg.) (2019): Gilets Jaunes: Anatomie einer ungewöhnlichen Bewegung.
 Serie Neue kleine Bibliothek, Vol. 274. PapyRossaVerlag, Köln.

Au sujet de l'analyse nationale des risques

- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2020): À quels risques la Suisse est-elle exposée? Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2020): Méthode d'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020. Version 2.0. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2020): Rapport sur l'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2019): Liste des dangers.
 Catastrophes et situations d'urgence en Suisse. 2e édition. OFPP, Berne.

Office fédéral de la protection de la population OFPP

Guisanplatz 1B CH-3003 Berne risk-ch@babs.admin.ch www.protpop.ch